

## Rénovation énergétique de la zone ateliers

### MAITRE D'OUVRAGE

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine  
46, Rue Général de Larminat, CS 81423  
33073 BORDEAUX CEDEX



### Maitre d'œuvre Mandataire

SOCOTEC SMART SOLUTIONS  
10 rue de Paimpol - 17300 ROCHEFORT  
Tel : 05 46 87 49 33



## CCTP Lot N° 0

Généralités Communes à Tous les Corps d'Etat

IND	DATE	NATURE DE L'EVOLUTION	Rédacteur	Approbateur
0	30/10/2025	Première émission	CA	AC
1	12/01/2026	Version 2	CA	AC

## Presentation des intervenants



### Maître d'ouvrage

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine  
46, Rue Général de Larminat, CS 81423  
33073 BORDEAUX CEDEX

### Représentant sur site

Chambre Des Métiers et De L'artisanat  
40 route St Genis - 17500 Saint Germain de Lusignan  
[d.laborde@cm-larochelle.fr](mailto:d.laborde@cm-larochelle.fr) Tel : 05.46.48.70.71



### Maître d'œuvre mandataire

#### **SOCOTEC SMART SOLUTIONS**

10 rue de Paimpol – 17 300 Rochefort  
[christian.amblard@socotecsmartsolutions.fr](mailto:christian.amblard@socotecsmartsolutions.fr) Tel : 05.46.87.49.33



### Architecte co-traitant

**ATELIER PARC** – 20 Bd Denfert Rochereau – 17500 Jonzac  
[juliepannetier@hotmail.fr](mailto:juliepannetier@hotmail.fr) Tél : 05.46.48.27.49



### Coordonnateur SPS

#### **SOCOTEC Pôle construction & Immobilier Aquitaine**

Avenue de Marillac, Immeuble Le Challenge, Bât Ouest, 17000 La Rochelle  
[Patrick.vigouroux@socotec.com](mailto:Patrick.vigouroux@socotec.com) Tel : 06.33.74.60.26



### Bureau de Contrôle

#### **ALPES CONTROLES**

[darchimbaud@alpes-contrôles.fr](mailto:darchimbaud@alpes-contrôles.fr) Tél : 06 77 36 68 11

## SOMMAIRE

1	DEFINITION DE L'OPERATION .....	4
1.1	Présentation de l'opération .....	4
1.2	aLotissement de l'opération.....	5
1.3	Planning de l'opération .....	6
1.4	Visite du site .....	9
1.5	Liste des pièces techniques contenues dans le dossier.....	9
2	CONDITIONS GENERALES.....	9
2.1	Préambule .....	9
2.2	Connaissance des lieux.....	9
2.3	Observations préliminaires .....	9
2.4	Normes et règlements.....	10
2.5	Règles de l'art .....	10
2.6	Limite des prestations .....	10
2.7	Organisation générale du chantier .....	12
2.7.1	Généralités.....	13
2.7.2	Responsable de l'exécution .....	13
2.7.3	Compte prorata .....	13
2.7.4	Installations de chantier .....	13
2.7.5	Amiante.....	13
2.7.6	Travaux en site occupé avec continuité de services .....	14
2.7.7	Protection des matériels et ouvrages .....	15
2.7.8	Echafaudages, nacelles, moyens de manutention et protections .....	15
2.7.9	Nettoyage et propreté du chantier.....	15
2.7.10	Gestion des déchets.....	15
2.7.11	Orientation énergétique .....	16
2.8	Matériaux mis en œuvre .....	16
2.8.1	Echantillons et prototypes.....	16
2.8.2	Références des matériels.....	16
2.8.3	Composées Organiques Volatiles.....	17
2.9	Maintenance des installations.....	17
2.10	Plans, Documents, Contrôles, Essais, Réceptions, Divers .....	17
2.10.1	Plans fournis au dossier .....	17
2.10.2	Plans d'exécution, d'atelier et de chantier .....	17
2.10.3	Documents divers .....	17
2.10.4	Dossier de recollement .....	18
2.10.5	Garantie .....	18
2.10.6	Année de parfait achèvement .....	18
2.10.7	Vérification.....	18
2.10.8	Réception des ouvrages .....	18
2.11	Responsabilité de l'entreprise .....	18

## 1 DEFINITION DE L'OPERATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le programme concerne l'amélioration thermique et énergétique de la zone ateliers blocs B-C-D et comprenant :

- Salles de classes,
- Sanitaires-vestiaires
- Ateliers,
- Circulations.

Les travaux à réaliser portent sur :

- Désamiantage RDC et toiture,
- Réfection des étanchéités des toitures,
- L'isolation par l'extérieur des murs des salles de classes,
- Le remplacement de menuiseries extérieures,
- La mise en place d'une ventilation et son pilotage,
- La mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique dans l'espace coiffure,
- L'amélioration de l'éclairage avec la mise en place de LED,
- Suppression de l'agrandissement derrière la classe D2.

Le CFA est localisé au 40 route de St Genis à St Germain de Lusignan (17).

Vue aérienne



Les blocs et espaces concernés par les travaux sont identifiés sur le plan ci-dessous (nom actuel des zones)



La construction de ces espaces ateliers :

Date initialement de 1975

Il a fait l'objet d'une restructuration et extension de 1993 à 1995

(Extension de la coiffure et de l'atelier menuiserie : bâtiments « blancs » sur le plan)

Le bâtiment est classé R/N 3e catégorie – Public 350 – Personnel 55.

Il est équipé d'une alarme type 1 – SSI Cat A, détection uniquement dans le local où est installé la centrale (administration), et couplage avec la centrale SSI du bâtiment internat

La surface Hors Œuvre Nette est supérieure à 1000m<sup>2</sup> mais le coût des travaux de rénovation est inférieur à 25% de la valeur du bâtiment : C'est la RT « élément par élément » qui sera ainsi appliquée.

Cette obligation est un minimum réglementaire, et dans le présent projet les caractéristiques thermiques iront au-delà de ces exigences afin de répondre aux critères d'éligibilité des CEE (certificat d'Economie d'Energie).

## 1.2 ALOTISSEMENT DE L'OPERATION

- > Lot 1 : Désamiantage
- > Lot 2 : Maçonnerie
- > Lot 3 : Etanchéité
- > Lot 4 : Menuiseries extérieures
- > Lot 5 : Isolation Thermique Extérieure
- > Lot 6 : Isolation Thermique Intérieure – plâtrerie
- > Lot 7 : Ventilation – Plomberie ECS - Courant fort et faible – SSI

### 1.3 PLANNING DE L'OPERATION

Les travaux sont prévus en 1 tranche ferme.  
Ils sont réalisés en site occupé, et se feront donc par phase.

Les travaux seront phasés par bloc (classes + ateliers) : B / C / D

Les travaux dans chaque bloc se dérouleront d'une manière générale avec le phasage suivant :

- Travaux de désamiantage intérieur et extérieur
- Travaux de réfection des couvertures afin de garantir l'étanchéité au plus vite
- Travaux sur les façades
- Travaux intérieurs de rénovation

Une attention particulière sera portée au respect strict de ces exigences.

L'achèvement de chaque zone sera suivi d'une réception de la zone concernée, par conséquent l'ensemble des travaux alloués à la zone à réceptionner (Désamiantage, protections, chauffage, second œuvre et nettoyage) s'entendent achevés totalement.

Des périodes de « déménagement » sont prévues et distinguées sur le planning du dossier de consultation.  
Les travaux d'une zone seront achevés et réceptionnés avant cette période.

- > Déplacement du mobilier et équipement :

**Voir annexe 1 : Tableau des équipements existants déposés et conservés pendant la durée des travaux.**

En aucun cas les mobiliers non déplacés restants dans les locaux seront utilisés pour poser les matériaux, matériels, équipements et outillages des entreprises.

- > Protections des ouvrages existants

**Voir annexe 1 : Tableau des équipements existants déposés et conservés pendant la durée des travaux.**

Un nettoyage de chantier journalier sera exigé pour éviter tout risque de propagation de saleté.

- > Un constat d'huissier intérieurs-extérieurs avant désamiantage avant interventions des autres lots est prévu au lot N°2 Maçonnerie.

Après désamiantage, chaque lot devra réceptionner les supports avant démarrage de ses travaux :

Lorsqu'une qualité de support est nécessaire pour l'exécution de ses prestations, l'Entrepreneur devra, avant tout début de travaux, réceptionner l'ouvrage réalisé par l'Entreprise précédente

En cas de support défectueux au sens du CCTP, l'Entrepreneur devra signaler par écrit ses réserves au Maître d'Œuvre qui constatera et avalidera éventuellement les réserves avant de reporter si nécessaire l'exécution des prestations après remise en état du support par l'Entreprise en cause.

A défaut de réserve et en cas de commencement de travaux l'Entrepreneur est sensé avoir accepté le support et les risques en découlant.

- > Cantonnement des zones de travaux

Le projet implique un cantonnement des espaces de travaux.

La mise en place d'un cantonnement (taille, emplacement, date d'installation, branchements, raccordements...) sera faite en accord avec les Services Techniques et le directeur de l'Établissement et toutes les dispositions prises seront stipulées dans le PPSPS.

Le plan d'installation de chantier « PIC » fourni au DCE précise les zones d'accès au chantier selon les phases de travaux et les cantonnements à mettre en œuvre.

- > Balisage

L'entrepreneur du lot « plâtrerie intérieure » devra prévoir le balisage, les protections et la signalétique adaptés.

Le balisage intérieur comme extérieur à destination des intervenants du chantier sera réalisé par l'entrepreneur.

Le balisage intérieur comme extérieur pour le personnel et les visiteurs sera réalisé par le CFA.

> Horaires d'intervention

Les entrepreneurs devront s'adapter aux contraintes d'horaires pour les travaux en zone d'activité.

En conséquence chaque lot devra prévoir les effectifs suffisants afin de mener à bien l'opération sans impacter les occupants, dans le respect du planning contractuel.

Les entreprises devront prévoir des heures de travail en dehors des heures d'occupation, soir et weekend pour les coupures et les remises en fonctionnement afin de mener à bien l'opération sans impacter les occupants et leurs confort.

Les travaux engendrant des nuisances sonores seront réalisés :

en heure décalées, de 17h à 21h et principalement le samedi (toute la journée),  
ou bien sur des plages horaires validées avec le directeur de l'établissement.

En cas de croisements de flux, les interventions, les approvisionnements, les évacuations, etc... se feront en horaires décalés et limités à certains créneaux horaires resserrés en accord avec le directeur de l'établissement.

> Identification des personnels

Le personnel des entreprises intervenantes sera facilement identifiable grâce à un badge professionnel et à une tenue soignée portant le logo de l'entreprise.

> Continuité de service

Les entreprises effectueront les coupures en accord avec le directeur du site qui sera informé à minima 48h avant toute intervention, et réaliseront les coupures conjointement avec les techniciens du site.

> Evacuation et Sécurité incendie

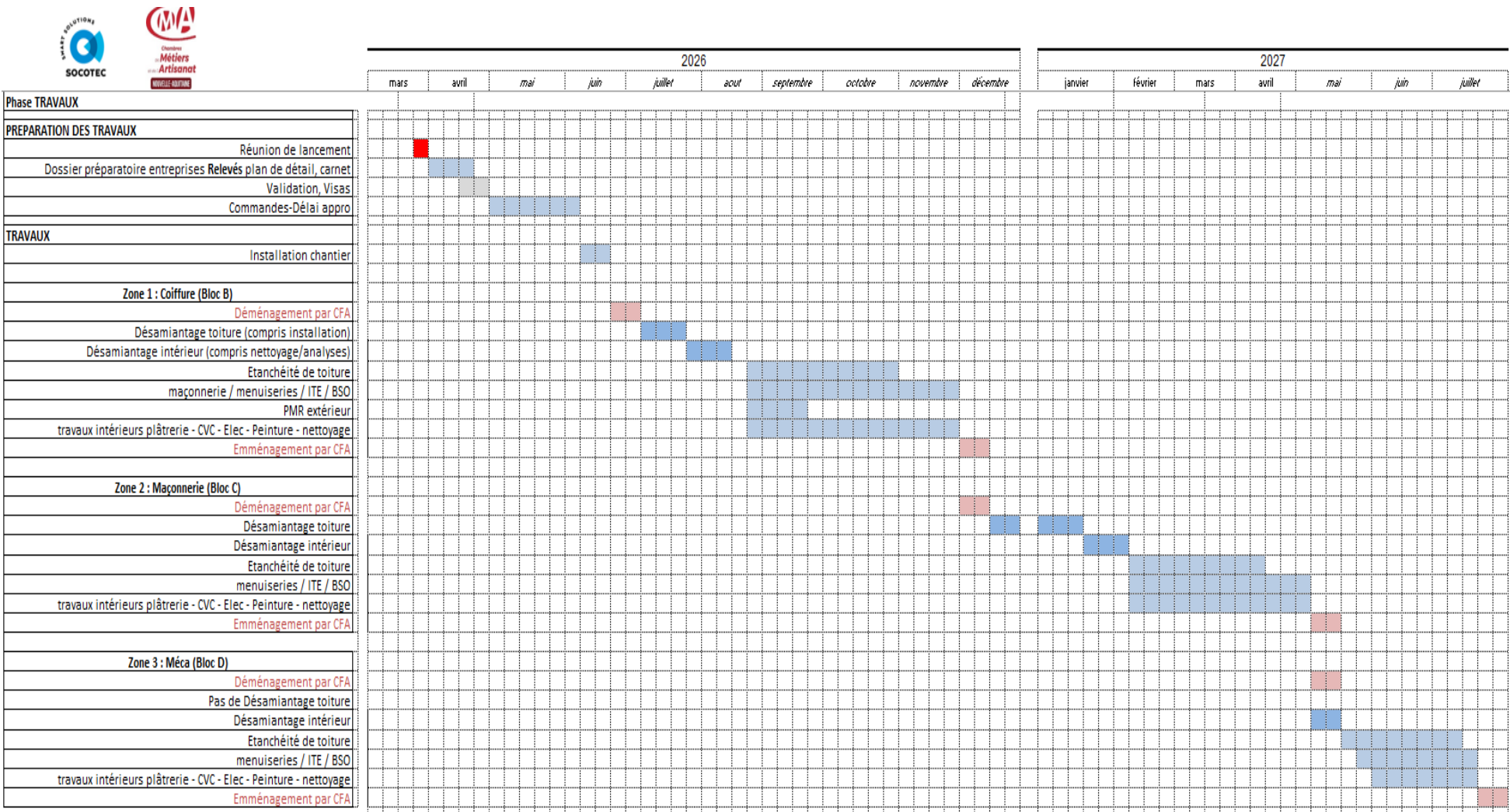
Les issues de secours seront maintenues en service.

Toute modification du cheminement des issues de secours pendant les travaux sera affichée sur les plans d'évacuation.

Le SSI du site sera maintenu en service sur la durée des travaux.



L’opération est réalisée suivant le planning contractuel ci-après, le CCAP et l’AE du Dossier de consultation.





## 1.4 VISITE DU SITE

Les entrepreneurs sont invités à se référer au CCAP et RC pour les conditions de visite.

## 1.5 LISTE DES PIÈCES TECHNIQUES CONTENUES DANS LE DOSSIER

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait qu'ils sont tous concernés par l'ensemble des pièces transmises dans le dossier, et qu'ils sont donc tenus de prendre en considération l'ensemble de ces pièces.

Un entrepreneur ne pourra pas arguer d'éventuels omissions de chiffrage dans ses prestations au prétexte que les informations n'étaient pas contenues sur une pièce technique affectée à son lot.

- > Le présent CCTP TCE et les CCTP par lot
- > Les DPGF par lot
- > Les plans de maîtrise d'œuvre TCE
- > Le rapport initial de contrôle technique
- > Le Plan Général de Coordination
- > Le diagnostic amiante avant travaux
- > Le permis de construire déposé

## 2 CONDITIONS GENERALES

### 2.1 PREAMBULE

Le présent CCTP a pour but de définir le cahier des charges général applicable à toutes les entreprises. Les entreprises se référeront également au CCTP de chaque lot. Ces CCTP ne sont pas limitatifs, en conséquence l'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission :

- > La valeur de tous les plans nécessaires à la réalisation des ouvrages à remettre au Maître d'œuvre avant tout début d'exécution des travaux,
- > Tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assurer un parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il ne puisse prétendre à une majoration du prix forfaitaire pour des raisons d'omission aux plans et descriptif.
- > Les prix et quantités qui seront portés à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de l'Entreprise s'entendent, compte tenu de toutes sujétions aux prescriptions découlant des CCTP, des plans, du cahier des clauses spéciales des Marchés de travaux, des règlements en vigueur et des règles de l'art, pour un complet et parfait achèvement des ouvrages quand bien même les travaux ne seraient mentionnés que dans l'une des pièces indiquées ci-dessus ou omis, mais découleraient de l'intervention logique à la limite entre deux corps d'état.
- > Toutes les incertitudes relatives aux documents du présent dossier devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission, émise par suite d'une imprécision, d'une contradiction ou de toutes imperfections desdits documents, ne sera admise.

Les entreprises devront provisionner des heures d'intervention en périodes de congés scolaires, week-end et jours fériés si nécessaire afin de respecter les délais et périodes d'intervention imposées dans le planning et phasage des travaux joint dans le présent dossier.

### 2.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Il est recommandé à l'Entrepreneur de se rendre sur place pour juger de l'étendue des travaux et établir son offre en toute connaissance de cause.

Se reporter aux pièces marché pour voir les lots dont la visite est obligatoire.

### 2.3 OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

L'attention de chaque entreprise est attirée sur le caractère "FORFAITAIRE" de son offre, qui lui impose de prévoir toutes les incidences, oublis, contraintes, nécessaires à une mise en œuvre parfaite, complète et sans réserve de son lot.

Le présent dossier établi pour chaque corps d'états a pour but de définir le mode de bâtir. Il n'est pas limitatif.

L'Entrepreneur doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages de son corps d'état (sauf dérogation explicite dans le C.C.T.P.). En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le C.C.T.P. et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir mais fixent le résultat à atteindre. L'Entrepreneur reste responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'Entrepreneur doit prendre connaissance des C.C.T.P. des autres corps d'état. Il ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le C.C.T.P. le concernant si la prestation omise est rappelée dans le C.C.T.P. d'un autre lot.

L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'œuvre au cas où la concordance n'est pas parfaite entre le C.C.T.P. et les plans.

## 2.4 NORMES ET REGLEMENTS

Les entreprises devront exécuter les travaux en respectant l'ensemble des règlements en vigueur au jour de la remise des offres, et notamment :

- > le Code de la commande publique.
- > le Code de la Construction et de l'Habitation.
- > le Code du Travail.
- > le Code de l'Environnement
- > le Code de la Consommation
- > le Code de la Santé Publique
- > le Code de l'Urbanisme.
- > le Règlement de Sécurité des Etablissements Recevant du Public.
- > Ordonnance de 2015 et décrets de 2016 relatifs aux marchés publics.
- > les Règles et fascicules spécifiques aux marchés du bâtiment, et à l'acte de bâtir.
- > Les règles professionnelles acceptées par la C2P.
- > L'ensemble des normes françaises et des règlements.
- > Les D.T.U. (Documents Techniques Unifiés), édités par le C.S.T.B.
- > Les avis techniques.
- > Les recommandations techniques des assureurs et des fabricants.
- > Les prescriptions des services chargés de l'assainissement.
- > Les prescriptions du Permis de Construire s'il y a lieu.
- > etc... (liste non limitative).

## 2.5 REGLES DE L'ART

S'il estime que les ouvrages décrits ne sont pas conformes aux Règles de l'Art, l'Entrepreneur doit en référer au Maître d'œuvre avant toute réponse à l'appel d'offre puis avant toute exécution.

## 2.6 LIMITE DES PRESTATIONS

Il est rappelé que chaque entreprise devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages concernant ses prestations.

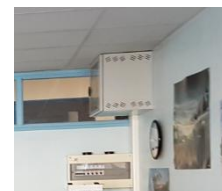
**Les entrepreneurs sont tenus de prendre en compte les limites de prestation de leur lot avec les autres corps d'état, et sont tenus d'informer le maître d'ouvrage sur toute incohérence pendant la phase de consultation.**

Chaque entrepreneur aura à sa charge la fixation, le scellement et les rebouchages, les finitions, peintures, retouches, les modifications de chauffage, électriques, etc... tels que définis dans chaque CCTP.

### Au lot N°1 Désamiantage :

- > Pose des bâches étanchéité provisoire en toiture au fur et à mesure de son avancement, dépose des bâches par le lot N°3 Etanchéité au démarrage de ses travaux uniquement pour les zones amiantés des blocs B-C.

- > Dépose des gaines de VMC dans le salon de coiffure, la limite entre le lot N°7 CVC est le mur extérieur.
- > Dépose des luminaires dans les zones à désamianter
- > Protection des équipements électriques existants et conservés tels que baie informatique et autres voir ANNEXE 1 : **Tableau des équipements existants déposés ou conservés et protégés pendant la durée des travaux.**



#### Au lot N°2 Maçonnerie :

- > Installations collectives de chantier depuis le début de l'intervention du lot Désamiantage sur la durée totale du chantier y compris raccordements Elec, EU et AEP.
- > Carottages au lot Maçonnerie > ou égal 100mm , au lot CVC < ou égal 100mm.
- > Déplacement des regards EP en pieds de bâtiments pour ITE

#### Au lot N°3 Etanchéité :

- > Pose des bâches étanchéité provisoire en toiture au fur et à mesure de son avancement.
- > Au démarrage de ses travaux, dépose des bâches toiture posés par le lot Désamiantage pour les zones amiantés des blocs B-C.
- > Pose des installations de protections collectives provisoires en toiture avant Désamiantage : filets périphériques avec potelets et lisse haute, pose sur crochets provisoires.
- > Sorties de toit pour ventilation DF, VMC, Sun tunnels à créer comprenant découpe bac acier, chevêtre métallique en dessous, fourreau étanche – au lot CVC la collerette au-dessus du fourreau étanche et la coordination avec le lot ETANCHEITE.
- > L'ensemble du système d'isolation thermique extérieure du lot N°5 ITE viendra s'arrêter sous les couvertines dues au lot N°3 Etanchéité.
- > Les lots devront la coordination entre eux pour les dimensions de ces couvertines.
- > Reprise de l'étanchéité des naissances EP existantes pour les adapter à l'épaisseur de la nouvelle façade ITE. Le lot ETANCHEITE devra la coordination avec le lot N°5 ITE pour les dimensions du complexe isolant et rallonger la naissance en conséquence.
- > La coordination avec le lot 7 CVC pour les charges en toiture sur isolant.

#### Au lot N°4 Menuiseries extérieures :

- > Pose des platines BRISE SOLEIL par le lot menuiseries avant réalisation du bardage du lot ITE
- > Habillages du bardage périphérique à ces platines au lot ITE.
- > Pose des stores intérieurs salle de classes par le lot menuiseries y compris câblages des télécommandes – Protections et mise en place des attentes boîte plexo par le lot 7, raccordements des stores par le lot 4.

#### Au lot N°5 ITE :

- > Réceptionner le support avec le lot N°2 Maçonnerie
- > Coordination avec le lot Maçonnerie pour le déplacement des regards EP en pieds de bâtiments pour ITE
- > L'ensemble du système d'isolation thermique extérieure du lot N°5 ITE viendra s'arrêter sous les couvertines dues au lot N°3 Etanchéité.
- > Les lots devront la coordination entre eux pour les dimensions de ces couvertines.
- > Pose des platines BRISE SOLEIL par le lot menuiseries avant réalisation du bardage du lot ITE
- > Habillages du bardage périphérique à ces platines au lot ITE.
- > Reprise de l'étanchéité des naissances EP existantes pour les adapter à l'épaisseur de la nouvelle façade ITE. Le lot ETANCHEITE devra la coordination avec le lot N°5 ITE pour les dimensions du complexe isolant et rallonger la naissance en conséquence.

#### Au lot N°6 ITI - Plâtrerie :

- > Bâchage, protection de tous les équipements intérieurs existants et non déplacés
- > Tous le cantonnements nécessaires au bon déroulement du chantier.

- > Fermetures provisoires des 3 circulations entre les 3 blocs et la galerie avec porte provisoire avant travaux de désamiantage.
- > Bouchage de la grille ronde en allège intérieure du salon de coiffure
- > Luminaires des circulations dépose au lot CVC, rebouchages, reprises enduits et peinture au lot Plâtrerie.
- > Pose des supportages des équipements en faux-plafond au lot CVC avant la pose du plafond coupe-feu au lot N°6 Plâtrerie.
- > L'intégration des ventouses électromagnétiques sur menuiseries coupe-feu, fournies et posées par le lot N°4 plâtrerie , avec raccordement électrique et SSI réalisés par le lot N°7 CVC
- > Une partie du réseau de gaines de ventilation cheminera dans une zone où un faux plafond coupe-feu sera installé (voir plan). Le lot N°7 CVC devra mettre en place l'ensemble des fixations, supports et suspentes nécessaires avant la pose du plafond coupe-feu, en coordination avec le lot N° 6 Plâtrerie. Aucun percement ou ajout de support ne sera autorisé après la mise en œuvre du plafond coupe-feu.
- > Coffres soffites d'habillage des gaines dans toutes les salles de classes après la pose des gaines de ventilation au lot N°7 CVC.



#### Au lot N°7 CVC :

- > Consignation pour dépose des luminaires avant Désamiantage
- > Carottages au lot GO > ou égal 100mm , au lot CVC < ou égal 100mm.
- > La collerette des gaines au-dessus du fourreau étanche en toiture, la coordination avec le lot ETANCHEITE
- > Dépose des équipements de ventilation et des câbles électriques en toiture avant intervention désamiantage.
- > Repose des équipements de ventilation existants conservés avec sujétions de supportage par reprise support métallique neuve sur plot dalette beton + isolant au-dessus étanchéité refaite.
- > La coordination avec le lot ETANCHEITE pour les charges en toiture sur isolant.
- > Dépose du caisson de VMC extérieur du salon de coiffure , la limite entre le lot Désamiantage est le mur extérieur.
- > Luminaires des circulations dépose au lot CVC, rebouchages, reprises enduits et peinture au lot 6 ITI-Plâtrerie.
- > Pose des supportages des équipements en faux-plafond avant la pose du plafond coupe-feu au lot N°6 Plâtrerie.
- > Pose des stores intérieurs salle de classes par le lot menuiseries y compris câblages des télécommandes – Protections et mise en place des attentes par le lot 7, raccordements des stores par le lot 4.
- > L'intégration des ventouses électromagnétiques sur menuiseries extérieures coupe-feu, fournies et posées par le lot N°4 plâtrerie , avec raccordement électrique et SSI réalisés par le lot N°7 CVC
- > Une partie du réseau de gaines de ventilation cheminera dans une zone où un faux plafond coupe-feu sera installé (voir plan). Le lot N°7 CVC devra mettre en place l'ensemble des fixations, supports et suspentes nécessaires avant la pose du plafond coupe-feu, en coordination avec le lot N° 6 Plâtrerie. Aucun percement ou ajout de support ne sera autorisé après la mise en œuvre du plafond coupe-feu.
- > La synthèse avec les autres lots de tous les équipements en plafond et en faux-plafond.

#### A tous les LOTS :

- > Pas d'échafaudage collectif, chacun doit ses propres échafaudage y compris pour les accès travaux toitures.
- > En cas de conditions de température trop faible et d'humidité trop élevée dans les locaux, l'entreprise concernée devra le préchauffage et la déshumidification des locaux concernés à sa charge.

## 2.7 ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

### 2.7.1 GENERALITES

Le suivi de chantier est assuré par SOCOTEC SMART SOLUTIONS agence de Rochefort.

La mise en œuvre est prévue se dérouler suivant les délais de l'acte d'engagement de chaque corps d'état et suivant le planning détaillé qui sera établi pendant la période de préparation du chantier.

### 2.7.2 RESPONSABLE DE L'EXECUTION

L'entrepreneur désignera, dès la passation de Marché, une personne spécialement chargée de son lot. Cette personne devra avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations, et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux.

### 2.7.3 COMPTE PRORATA

Il n'est pas prévu de compte prorata compte tenu de la durée envisagée des travaux et des ouvrages à réaliser qui n'engagent que de faibles dépenses énergétiques.

Se référer également au PGC pour les prescriptions à respecter.

En cas de dégradation, dégâts sur des matériels, abus de consommations énergétiques, manque de nettoyage... etc. constatés en cours de chantier, avec ou sans identification de l'entreprise responsable, le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à une réfaction sur le Décompte Général Définitif de chaque entreprise afin de couvrir les frais (de remise en état, d'achat d'énergie, tiers intervenant pour nettoyage...).

### 2.7.4 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le lot N°2 Maçonnerie aura à sa charge les installations de chantier collectives comprenant clôtures, base vie, panneaux de chantier, branchements provisoires.

Il devra prévoir pour la durée du chantier et avant le démarrage des travaux de désamiantage :

- > Plan d'installation de chantier : les accès pompiers seront à maintenir.
- > Démarches et Frais d'occupation de voirie
- > Création des voiries d'accès au chantier
- > Coffrets électriques de chantier et points de puisage de chantier, avec mise en place de comptages chantiers
- > Bungalows servant de salle repas, vestiaires et réunion y compris leurs raccordements électrique, EU et AEP.
- > Sanitaires,
- > Barrières Heras de sécurisation,
- > Signalisation, balisage (compris nocturne)
- > Panneau de chantier.
- > frais annexes inhérents aux installations de chantier (Transports, manutentions, nettoyages, nivellement, Raccordement aux EU, etc...).
- > Il n'est pas prévu de bennes de déchets, chaque entreprise aura sa propre gestion des déchets sans stockage sur le site.

Chaque entrepreneur devra prévoir ces propres installations de chantier pouvant comprendre cabanon, zone de stockage pour ses matériels.

### 2.7.5 AMIANTE

Le Diagnostic Amiante Avant Travaux a été réalisé.

**La présence d'amiante est donc avérée dans :**

- > Les dalles de sol,
- > Certaines parties de couverture toiture dans les couches d'isolant
- > Dans le flocage qui est dans le plafond des locaux qui sont entre les ateliers,
- > Dans les plafonds entre les classes, les dégagements, les sanitaires, les classes suite à la diffusion des particules de flocage.

Le lot N°1 Désamiantage intervient sur les couverture toiture et le faux-plafond.

Les entreprises ne devront pas intervenir dans ces zones avant désamiantage par le lot N°1 Désamiantage.

Pour toutes les autres les entreprises concernées par des travaux à proximité des dalles de sol amiantées, l'intervention devra se faire sous-section 4.

En conséquence, l'entreprise responsable devra se conformer aux conclusions du diagnostic et mettre en œuvre, suivant son analyse de risques, toutes les dispositions nécessaires.

**Réglementation et risques liés à l'amiante :**

Tous les travaux concernant ces interventions sont considérés à risques et sont donc soumis aux différents codes, textes officiels, recommandations et normes concernant le désamiantage et les risques d'exposition à l'amiante, en vigueur à la date précisée au CCAP, et notamment :

- le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- recommandations de la CNAMTS
- guide ED6091 de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) qui rassemble l'ensemble des préconisations que les entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur le risque amiante.
- D.T.U. et Normes applicables aux travaux annexes et connexes aux travaux d'enlèvement et/ou de traitement d'amiante friable.
- avis techniques délivrés par le CSTB pour les nouveaux procédés
- agréments délivrés par les compagnies d'assurances
- des règlements en vigueur concernant la sécurité sur les chantiers (protections collectives et individuelles).
- mesures préconisées par le coordonnateur SPS

Pendant toute la durée des travaux à proximité des matériaux contenant de l'amiante, dans les zones considérées, il ne doit y avoir aucune coactivité avec d'autres entreprises. Les accès à ces zones devront être très visiblement balisés et interdites physiquement à toutes personnes autres que celles habilitées de son entreprise.

L'entreprise devra dans l'élaboration de son offre et dans l'exécution de ses prestations, tenir compte et respecter cette réglementation de la préparation (mode opératoire) jusqu'à la libération et mise à disposition des locaux.

Le mode opératoire sera conforme à l'article 4412.145 du décret du 4 mai 2012.

Les matériaux à traiter en sous-section 4 du décret du 4 mai 2012 seront précisés après obtention du Dossier Technique Amiante.

Le Titulaire en charge du désamiantage sera certifiée QUALIBAT 1552 et ICERT.

Toutes les personnes travaillant en milieu amianté seront formées à l'amiante.

Document :

Le présent lot devra fournir à minima les documents suivants : habilitation travail en sous-section 4, attestation de formation du personnel, mode opératoire, bordereaux de déchets et tous documents en vigueur que demandera le contrôleur SPS.

**2.7.6 TRAVAUX EN SITE OCCUPE AVEC CONTINUITE DE SERVICES**

Les travaux se dérouleront en sites occupé pour l'ensemble du site du CFA

Une attention particulière devra être portée sur la sécurité notamment au niveau de la circulation des véhicules et approvisionnements.



### 2.7.7 PROTECTION DES MATERIELS ET OUVRAGES

Pendant la durée des travaux jusqu'à mise en service des installations, toutes les dispositions seront prises par chaque entrepreneur pour assurer la protection de tout ouvrage sur lequel il interviendra.

Il prendra toutes mesures nécessaires pour protéger ses ouvrages et ses approvisionnements contre le vol et les dégradations pendant la durée des travaux.

De même, il devra la protection des ouvrages mitoyens. Toute dégradation de ces ouvrages, occasionnée par l'entreprise, fera l'objet des reprises nécessaires (totale ou partielle) à ses frais et sous sa responsabilité.

### 2.7.8 ECHAFAUDAGES, NACELLES, MOYENS DE MANUTENTION ET PROTECTIONS

Sauf stipulation contraire, tous les travaux décrits comprennent implicitement la valeur des échafaudages, nacelles, moyens de manutention et protections, garanties et agrès nécessaires à une parfaite exécution dans les règles de sécurité définies par le Code du Travail et contrôlées par le Coordonnateur SPS.

Chaque Entrepreneur doit tous les moyens de protection et d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux objet de ses prestations, pour leur location, pose, dépose, et double transport.

Chaque entrepreneur doit les frais annexes inhérents à l'installation de ces installations (nettoyage, nivellement pour l'installation des pieds d'échafaudages, etc..).

### 2.7.9 NETTOYAGE ET PROPRETE DU CHANTIER

Les cahiers des clauses administratives, le P.G.C. du coordonnateur SPS prévoient les modalités et imputations des divers nettoyages et bonne tenue du chantier.

Toutefois, il est nécessaire de rappeler ici que les entrepreneurs sont individuellement et collectivement responsables de la parfaite tenue de propreté et de salubrité du chantier.

A ce titre, ils doivent :

- > Protéger les tiers et isoler leurs zones de travail,
- > Un entretien périodique (journalier) et régulier,
- > Un entretien de la voirie d'accès au chantier,
- > Balayer et évacuer leurs propres déchets selon les prescriptions du coordonnateur SPS,
- > Respecter et protéger les ouvrages réalisés par les autres corps d'état, en évitant toute dégradation pour permettre leurs propres mises en œuvre, ainsi que s'efforcer de maintenir le chantier en parfait état de fonctionnement, d'accessibilité et de propreté durant tous les travaux.

### 2.7.10 GESTION DES DECHETS

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les déchets issus des travaux de construction devront être triés et gérés de façon à générer un minimum de nuisances à l'environnement.

Pour tendre vers cet objectif, les entreprises devront veiller :

- > à réduire à la source la quantité et la nocivité des déchets produits lors des phases de mise en œuvre, et ce, par le choix des techniques constructives et par le soin apporté au stockage et à la manipulation des matériaux entrant (limitation de la casse) et à leur mise en œuvre (limitation des chutes),
- > à mettre en place et à assurer, durant toutes les phases de travaux, un tri sélectif.

Les entreprises devront établir, le plus clairement possible, les quantités et le coût de l'élimination des déchets produits par leur chantier et les filières d'élimination retenues, en privilégiant celles qui permettent de limiter la mise en centres de stockage et de favoriser la valorisation.

Chaque entreprise sera responsable de manière individuelle de l'enlèvement et l'évacuation de ses déchets.

### 2.7.11 ORIENTATION ENERGETIQUE

Les équipements retenus seront de manière générale, économes en énergie et performants afin d'obtenir des subventions nécessaires à la réalisation du projet.

Les orientations énergétiques sont choisies de la façon suivante :

- > Equipements de basse consommation énergétique
- > Eligibilité CEE au moment de l'exécution.

Les orientations énergétiques à choisir des façons préférentielles suivantes :

- > Favoriser les circuits courts et la réduction des impacts sur le dérèglement climatique, et en particulier les émissions de CO<sub>2</sub>.
- > Choix des matériaux ayant un impact sur la durabilité de l'installation.
- > Favoriser l'utilisation de matériaux recyclés
- > intégrer dans les prix de vente via l'éco-participation, les frais de gestion du devenir de leurs produits auprès des éco-organismes
- > Réduire le volume des déchets mis en décharge, favoriser la réutilisation et le recyclage des matériaux.

## 2.8 MATERIAUX MIS EN ŒUVRE

### 2.8.1 ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

Chaque entrepreneur devra à la demande du Maître d'Ouvrage la fourniture des échantillons des matériaux employés. Ces échantillons porteront sur le choix des vêtements. Toute exécution de travaux sera conditionnée par l'approbation des échantillons et prototypes après modifications et mises au point éventuelles.

### 2.8.2 REFERENCES DES MATERIELS

Il est demandé aux Entreprises de répondre à la solution de base, en utilisant les références et les types de matériels décrits au présent descriptif.

Les Entreprises auront la liberté de proposer en variante, des matériels de marque, types ou arrangement différents, aux conditions suivantes :

- > elles doivent quand même répondre à la solution de base en utilisant les marques de matériels indiquées au présent descriptif,
- > elles devront, au moment de la remise de leur offre, proposer en variante des matériels d'autres provenances (ou du même fournisseur, mais d'un autre type), à condition d'indiquer la variation de leur prix par rapport à la solution de base.

Toute approbation d'un matériel proposé en variante pourra être subordonnée à des inspections de matériels similaires en service.

Avant de proposer en variante un matériel, ou un arrangement différent de celui préconisé au présent Appel d'Offres, l'Entreprise devra bien examiner le problème de ses conséquences sur les autres matériels de ce lot, ainsi que toutes les conséquences éventuelles sur tous les autres lots, même le lot gros œuvre.

Si ces conséquences ne sont pas clairement indiquées par écrit dans la proposition de variante, l'Entreprise chargée de ce lot sera supposée les avoir prises totalement à sa charge et acceptera par avance toutes conséquences énumérées par ailleurs.

Les matériaux, produits ou composants entrant dans cette installation devront répondre aux spécifications du CCAG, applicables aux marchés publics de travaux (art. 23.1.).

Lorsque des matériaux ou matériels ne faisant pas l'objet de normes françaises sont prescrits, ces matériaux ou matériel seront conformes aux prescriptions du C.C.T.P.

Pour certains matériels ayant des spécifications très particulières de conception, de performance, d'encombrement, le Maître d'Ouvrage et le Concepteur se réservent le droit d'imposer certaines marques.

### 2.8.3 COMPOSEES ORGANIQUES VOLATILES

**COV** : les Composés Organiques Volatils constituent une famille de polluants toxiques tant pour la santé que pour l'environnement.

les colles et matériaux utilisés devront donc être totalement, ou au maximum, dépourvus de COV.

Les peintures devront bénéficier soit de l'Ecolabel CE, soit de la Norme NF Environnement, soit d'une autre norme ou Label environnemental européen.

Les fiches techniques faisant apparaître les taux de COV devront être présentées dans la remise du cahier technique de réponse à l'appel d'offre.

Les fiches de sécurité devront être présentées au Maître d'Œuvre pendant la phase de préparation de travaux.

Si un produit présenté, contenant des COV, est réputé exister sans COV (ou à plus faible teneur), l'entreprise devra obligatoirement utiliser le deuxième à ses frais.

## 2.9 MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

Les entrepreneurs veilleront à l'accessibilité des organes de réglage, à la démontabilité des équipements, ainsi qu'à un bon repérage des installations afin de permettre une maintenance aisée.

Ce point sera validé par le maître d'œuvre en phase de préparation de chantier au cours des études d'exécution des entreprises ; L'entrepreneur aura à sa charge tous les travaux d'encoffrements, trappes d'accès, etc...

## 2.10 PLANS, DOCUMENTS, CONTROLES, ESSAIS, RECEPTIONS, DIVERS

### 2.10.1 PLANS FOURNIS AU DOSSIER

Les plans et vues de repérage sont en annexe des CCTP.

Les entrepreneurs sont tenus de prendre en compte le fait que les plans et quantitatifs sont fournis à titre informel, et qu'ils ne peuvent en rien remplacer ses propres métrés sur site.

Les entrepreneurs sont tenus de prendre en compte le fait qu'il ne leur sera pas remis en cours de marché de documents d'études complémentaires.

### 2.10.2 PLANS D'EXECUTION, D'ATELIER ET DE CHANTIER

La mission du maître d'œuvre est une mission de base étendue aux études d'exécution.

L'entrepreneur devra remettre, avant le démarrage du chantier, tous les éléments nécessaires à la réalisation de ces études.

### 2.10.3 DOCUMENTS DIVERS

L'entreprise devra fournir tous les documents nécessaires à la bonne conformité de son installation et aura à sa charge toutes les démarches nécessaires, ainsi que les frais correspondants.

L'entreprise devra fournir les documents qui lui sont demandés et plus particulièrement :

- > Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- > Toutes les pièces demandées par le bureau de contrôle,
- > Les fiches de données sécurités des matériaux (FDS).

#### 2.10.4 DOSSIER DE RECOLLEMENT

L'Entreprise devra fournir en fin de travaux les documents ayant servis à la réalisation des travaux et remis à jour conformément à l'exécution.

2 exemplaires papier couleur

1 support informatique clé USB

Ces documents comprendront à minima les pièces demandées dans chaque CCTP.

#### 2.10.5 GARANTIE

Tout le matériel sera garanti contre tous vices de construction. L'entrepreneur devra fournir tous les certificats correspondants.

Certaines durées de garanties de matériels sont imposées aux CCTP des lots techniques.

Les travaux touchant au gros œuvre et la couverture satisferont aux exigences de garanties en vigueur.

#### 2.10.6 ANNEE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Pendant cette période, l'entrepreneur devra assurer toutes les interventions nécessaires à un parfait fonctionnement des installations et remédier à toutes les imperfections et tous désordres constatés pendant cette période.

En aucun cas, cette période ne peut se substituer aux opérations de maintenance et d'exploitation qui restent à la charge du Maître d'Ouvrage.

#### 2.10.7 VERIFICATION

L'entrepreneur procédera en cours de travaux aux vérifications de bonne tenue et mise en œuvre de ses matériaux. Il rédigera des fiches de contrôle internes qui seront remises au maître d'œuvre en cours ou en fin de chantier.

Le Maître d'œuvre en présence éventuelle du Maître d'Ouvrage procédera avec l'entrepreneur en fin de travaux, aux essais de circulation et d'étanchéité, au contrôle des températures, au contrôle des fixations et scellements.

Si les résultats des essais ne sont pas conformes aux promesses de l'installation, l'entrepreneur est tenu d'éliminer les défauts constatés.

A la fin de chaque essai, il sera dressé un procès-verbal daté et signé par les parties.

#### 2.10.8 RECEPTION DES OUVRAGES

Après réception des procès-verbaux, des plans de récolements, après essais et vérification du bon fonctionnement des installations, la réception sera prononcée si le résultat a été satisfaisant et si l'installation est conforme au présent descriptif et que l'entreprise a bien fourni tous les éléments de l'installation, tels qu'ils ont été spécifiés au devis descriptif.

#### 2.11 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

Il appartient à chaque entreprise d'établir son étude de prix pour qu'elle prenne en compte les contraintes définies dans le présent CCTP et dans le CCTP de son lot, ainsi que toutes sujétions nécessaires à la bonne marche et à la sécurité de ses installations. L'entreprise est réputée avoir connaissance du site et en particulier des contraintes issues des installations existantes, ainsi, elle ne pourra se prévaloir de frais supplémentaires liés à toutes conséquences induites.

Avant signature du Marché, l'Entreprise adjudicataire devra prendre connaissance de la totalité du dossier tous corps d'état, effectuera toutes les vérifications nécessaires, et formulera par écrit au Maître d'œuvre les remarques éventuelles sur ce dossier.

Passée cette période de mise au point, l'adjudicataire du présent lot ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du Marché pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations, ou pour prétendre à des suppléments de prix par rapport au montant de son Marché.

Lu et accepté

Signature et cachet de l'entreprise

#### ANNEXE 1

**Tableau des équipements existants déposés ou conservés et protégés pendant la durée des travaux.**